

Oui à l'avenir et la CRIIRAD animaient une conférence et un stage sur la radioactivité en Limousin



Jean-Pierre Minne, responsable de l'association Oui à l'avenir, anime une visite particulière.? - photo bruno barlier

L'association Oui à l'avenir, en partenariat avec la CRIIRAD, se penchait vendredi et samedi sur le sol creusois et la gestion du passif minier.

«On est responsable les uns des autres. On est aussi responsable de soi-même. S'il y a des déchets, c'est qu'on a laissé faire. Les gens se plaignent mais qu'est ce qu'ils ont fait avant pour arriver là », insiste Jean-Pierre Minne, responsable de l'association Oui à l'avenir qui, en partenariat avec la CRIIRAD (1), organisait vendredi et samedi, à Felletin, une conférence et un stage sur le thème : Entre exposition naturelle et gestion du passif minier.

« On nous dit, ne t'inquiète pas, on s'occupe de tout. Alors au bout d'un moment, les gens ne font plus rien. De toute façon, on ne peut rien changer... », ironise-t-il. Très impliquée dans la défense de l'environnement, surtout au niveau des sols, l'association a pris le taureau par les cornes.

Quatorze mines déterrées

Au programme de la journée de samedi, un stage d'initiation à la radioactivité, la radioprotection et, sur un volet pratique, un travail sur la radioactivité résiduelle des stériles miniers. « On appelle ça stériles mais c'est une appellation abusive, souligne Jean-Pierre. Ce sont des déchets radioactifs. Il y a tout un vocabulaire pour masquer la réalité de la dangerosité de ces cailloux. »

Oui à l'avenir, en s'appuyant sur les anciens journaux officiels et les témoignages de mineurs, a recensé en Creuse une trentaine de mines d'uranium. Certaines avaient été oubliées par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) qui n'en comptait que seize. Parmi ces sites, l'ancienne mine d'uranium d'Hyverneresse, sur la commune de Gioux, en activité de 1963 à 1985, où les participants, appareils de détection en main (2), ont appliqué les compétences acquises le matin.

Oui à l'avenir s'est appuyée sur la circulaire Borloo de 2009 pour amener Areva autour de la table. Un travail mené par l'association, les élus, les riverains qui a débouché sur le réaménagement de la

mine d'uranium. Une première en France. « La Creuse, en matière de réaménagement minier est pionnière. On a cette avance et on est toujours en train de travailler avec Areva », explique Jean-Pierre. « L'association contrôle ce travail de réaménagement. On va avec nos appareils sur le terrain faire des mesures. »

L'entretien à la charge d'Areva fait partie du contrat de réaménagement. Le site est tout propre, presque pittoresque, la végétation fournie, les cailloux qui bordent le chemin, comme partout, banals, gris et inoffensifs tant qu'on n'y appose pas un compteur Geiger. La mine à ciel ouvert, les tunnels et la mine souterraine sont protégés par une grille.

Cancer en plein air

Petite ombre à ce tableau bucolique, Areva a creusé une tranchée pour canaliser l'eau, mais apparemment, c'est le seul endroit du site où l'eau ne va pas, puisqu'elle s'infiltre dans le sol, parcourt les tunnels, lessive les cailloux et se retrouve dans la Creuse. « On ne viendra pas construire une maison ici. Les gens veulent trouver un coin tranquille, ils ne savent pas ce qu'il y a dessous », commente Éric, adhérent à la CRIIRAD, Sortir du nucléaire. Et ce qu'il y a dessous, d'après quelques relevés sommaires, avoisinerait 3.4 millisievert sur l'année. La norme au-delà de laquelle les cas de cancers augmentent sensiblement est de 1.

(1) Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité.

(2) 15-20 personnes, riverains préoccupés, scientifiques curieux ou encore adhérents de Sources et rivières du Limousin, Sortir du nucléaire, Puy de Dôme nature environnement, la loutre fluorescente, la CRIIRAD ou encore Oui à l'avenir. Les uns sont venus avec leurs propres appareils, les autres ont pu utiliser ceux que la CRIIRAD mettait à disposition.

Samuel Guillon

gueret@centrefrance.com